



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière du 12 décembre 2014

Intervention de Gérard Piel

Rapport n°3 : Budget principal 2015

Il y a quelques semaines, lors du débat d'orientations budgétaires, le groupe Front de Gauche vous avait fait part de ses inquiétudes quant à la construction du budget qui nous est soumis aujourd'hui.

Comme depuis plus de 2 ans, soit depuis l'élection de François Hollande à la tête de l'Etat, nous vous avons une nouvelle fois alerté sur les risques que fait peser les politiques du gouvernement sur les collectivités.

Nous vous avons également fait part de notre irritation croissante de constater que notre Région, celle que nous gérons ensemble depuis 16 ans, dans le respect des sensibilités qui composent sa majorité, se pliait aux injonctions gouvernementales sans porter le début d'une contestation.

Le but n'étant pas de contester pour le plaisir, mais d'inscrire notre majorité en opposition aux orientations mortifères du gouvernement en direction des collectivités mais également à celles du MEDEF qui, non content de se gaver aux frais des contribuables sans apporter le début d'une réponse aux problématiques vécues par nos concitoyens, se permet aujourd'hui de porter un jugement sur le budget régional.

Ils veulent des comptes et bien nous en voulons aussi notamment sur l'utilisation de centaines de millions d'euros du CICE dans notre région !

Pour en revenir au budget, il s'agissait dans notre esprit de voir notre Région porter haut le flambeau de la gauche, des valeurs qui nous unissent pour la justice sociale et l'égalité sur un territoire grandement impacté par la crise et par les solutions libérales censées y mettre un terme.

Nous souhaitons donc une interpellation forte du gouvernement pour qu'il cesse cette cure d'austérité en notre direction, qu'il nous verse les sommes dues, qu'il engage la grande réforme de la fiscalité maintes fois annoncée et qu'il nous permette ainsi de mener à bien les missions pour lesquelles nous avons été élus par la population.

Car les attaques qu'il formule contre les collectivités sont les plus fortes que nous ayons connues depuis des décennies, même du temps de l'UMP et à ce moment-là nous dénoncions collectivement, à raison, les contraintes financières issues des choix du gouvernement.

Aujourd'hui la situation est grave et notre Région fait malgré tout encore le choix de placer son action dans le soutien à la majorité nationale, sans sembler prendre la mesure des

désengagements que cela nous impose et du rejet massif de la population à l'encontre de ces orientations.

Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, mais comment pouvons-nous continuer à discuter coupes budgétaires et désengagement public quand une si large partie des habitants de PACA souffre de l'austérité qui tient lieu de dogme indépassable pour le 1^{er} ministre et qui se décline par la force des choses dans l'ensemble des institutions et organismes publics ?

Car c'est bien d'austérité dont il s'agit, d'un recul clair, net et assumé des missions de l'Etat au profit du privé pour ce qui serait rentable, et d'abandon pur et simple quand cela ne l'est pas, par le biais de coupes budgétaires massives et aveugles malgré les conséquences dramatiques qu'elles engendrent.

D'austérité et de soumission à l'omnipotence des banques car qui, malgré l'argument paralysant de la dette publique, nous contraint aujourd'hui à renforcer encore la mainmise des banques sur nos collectivités, si ce n'est l'Etat tant il nous pousse à emprunter davantage ?

Et ce sans jamais envisager, du national au local, le recours à un emprunt populaire alors même que la dette de l'Etat s'élève à 2000 milliards d'euros et que plus de 12 000 milliards d'euros dans les caisses des banques servent à la spéculation financière !

Les conséquences de ces choix, il n'y a pas que les dangereux utopistes que nous serions qui les dénoncent aujourd'hui.

Elles ont fait la preuve de leur inefficacité partout dans le monde, à tel point que les plus grandes institutions internationales et les économistes les plus renommés doutent aujourd'hui de leur pertinence au niveau national et mondial.

Au niveau local, le Sénat vient de sortir un rapport sur les conséquences du Pacte de responsabilité et des baisses de dotations de l'Etat, considérant que ce pacte fragilise grandement les collectivités et toute potentialité de reprise de la croissance dans notre pays tant cela affectera les investissements publics.

Et la liste est longue, je ne vais pas en faire la litanie ici.

La crise n'est pas une fatalité, elle découle de choix politiques austéritaires et libéraux inefficients qui l'aggravent et la renforcent, ce qui ne serait pas une tragédie si cela n'avait pas des répercussions si dramatiques sur les conditions de vie des habitants de notre pays et de notre Région.

Car à force de rogner partout où cela est possible, c'est maintenant le tour des Régions de faire les frais des renoncements gouvernementaux.

Nous nous sommes inquiétés de cette situation depuis des mois pour ne pas dire des années sans être entendus.

Nous avons réclamé en vain une intervention en direction de l'Etat.

Nous avons requis dans le cadre des discussions budgétaires, et sans vous convaincre, un débat sur les recettes pour sortir du triptyque mortifère dette/ baisse de la dépense publique/ compétitivité.

Nous avons demandé de partir des besoins de la population, en politique, et non du nombre d'années de remboursement de la dette, en comptable, pour définir les orientations de l'année à venir, sans être écoutés.

Nous vous avons enfin soumis des propositions dans le cadre des discussions budgétaires auxquelles notre groupe a pris part avec tout l'esprit de responsabilité qui anime son action, sans posture ou transposition de débats nationaux, en ayant à l'esprit de maintenir l'ambition de faire de notre Région un bouclier social pour ses habitants, avec si peu d'avancées au final.

A l'aube du dernier budget de cette mandature, nous espérions un sursaut, une prise de conscience de ravages que provoque la politique du gouvernement dans la population, ravages économiques et sociaux, mais également ravages politiques tant le salariat, les précaires et les classes populaires en général souffrent de ses renoncements.

Alors bien sûr nous avons obtenu des avancées lors de ces discussions :

- La non-augmentation des cartes grises ;
- Le maintien intégral des dispositifs de solidarité existants telles la carte Zou ou la tarification sociale des cantines scolaires ;
- Le maintien des budgets relatifs aux centres sociaux ;
- Une légère augmentation de notre engagement en direction des salariés qui souhaitent reprendre leur outil de travail par le biais d'entreprise coopérative.

Mais en parallèle, nous n'avons pas été entendus sur les priorités que nous avons fixées de manière claire pour ce budget.

Nous refusions en effet que les budgets qui concourent activement à faire vivre le lien social sur un territoire rongé par les inégalités sociales et territoriales soient baissés, qu'il s'agisse de nos politiques de solidarité, de notre soutien à la vie culturelle ou associative, de notre action pour faire reculer les freins à l'accès à un logement digne...

Ils le sont tous et pour certains drastiquement.

Nous souhaitons une revalorisation, après plusieurs années de baisse, du budget dévolu aux lycées pour faire face aux impératifs de réhabilitation de nombreux établissements et permettre ainsi à nos jeunes d'étudier et de construire leur citoyenneté dans des conditions optimales.

Nous avons seulement obtenu, et de haute lutte, qu'il soit maintenu au niveau de l'année précédente.

Nous avons souhaité un geste politique fort à l'encontre du gouvernement, en gelant à la hauteur des désengagements de l'Etat à notre encontre, soit 48 millions d'euros, notre participation à des projets qui nous sont imposés, la L2, le tunnel de Tende, ITER.

Sur ce point nous restons au milieu du gué, renvoyant au budget supplémentaire une partie de nos engagements sans expliquer la dimension politique de ce report.

Enfin, concernant les agents de notre collectivité, nous demandions une prorogation intégrale des dispositions du Contrat Social de Mandature pour la dernière année d'exercice de notre mandat, afin de limiter l'impact des orientations de l'Etat sur les conditions de vie des fonctionnaires qui voient leurs traitements gelés depuis plus de 5 ans.

Nous considérons que dans une collectivité de gauche, les agents, qui sont les premiers acteurs du service public régional, ne devraient pas être les variables d'ajustement de nos contraintes budgétaires.

Force est de constater que nous ne partageons pas le même point de vue en la matière, alors même qu'il ne s'agissait d'inscrire que 876 000 euros supplémentaire au BP de cette année.

Bien sûr, nous ne contestons pas les contraintes budgétaires fortes auxquelles notre collectivité doit faire face, cette année encore plus que les précédentes.

Nous n'avons d'ailleurs pas abordé ces discussions dans un esprit de surenchère en limitant nos propositions à la réponse aux besoins exprimés par la population et en ne négociant aucune mesure nouvelle et coûteuse, alors même que nos engagements de campagne communs ne sont pas complètement atteints et que certaines orientations nouvelles auraient permis à la population d'améliorer ses conditions de vie.

Nous avons souhaité nous concentrer sur l'essentiel, sur ce qui fonde l'ADN de notre majorité, en réclamant de l'audace pour résister aux sirènes de l'austérité.

Les propositions que nous avons formulées sont le fruit de rencontres nombreuses avec la population, avec ses forces vives, avec celles et ceux qui luttent au quotidien sur nos territoires et qui nous ont interpellés avec vigueur sur les désengagements constatés du Conseil Régional.

Tous nous ont alertés sur la désespérance de la population face aux politiques qui ne respectent pas leurs engagements et surtout face aux conséquences de l'austérité qui nous frappent tous de plein fouet.

La Région, dans ce marasme apparaît encore comme une collectivité de gauche, à l'écoute de ses habitants et de leurs besoins, mais pour combien de temps ?

Il est de notre responsabilité d'agir pour permettre une amélioration concrète des conditions de vie des habitants de PACA et pour démontrer que la volonté politique peut mettre en défaut les logiques financières qui nous gouvernent.

Il ne tient qu'à nous de prouver qu'une collectivité gérée par une majorité de gauche peut faire la différence sur nos territoires, faute de quoi, nous renforcerons encore l'audience de forces politiques réactionnaires qui utilisent sans vergogne la désespérance populaire pour progresser, malgré leur soumission évidente aux intérêts des marchés et du capital.

Aujourd'hui notre Région fait le choix par ce budget de ménager la chèvre et le chou.

Elle essaie de préserver ce qui peut encore l'être en ne revenant pas sur des politiques fondatrices de notre majorité.

Mais dans le même temps, par son manque de volontarisme sur le front des recettes, elle est contrainte chaque année davantage de rogner sur les dépenses, de reculer sur ses engagements, au détriment des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le groupe Front de Gauche a souhaité aborder cette construction budgétaire au plus près des enjeux qu'elle recouvrait à ses yeux, répondre aux urgences et restaurer la confiance avec nos concitoyens et non dans le but d'obtenir je ne sais quelles places ou avantages partisans comme d'autres.

Nous avons travaillé sur le fond, sur nos politiques, sur les priorités que nous devons nous fixer, en écartant de nos réflexions les débats nationaux ou les futures échéances électorales.

Nous avons recherché la cohérence dans les propositions que nous avons formulées, en les confrontant à la population et en les défendant jusqu'au bout, et c'est ce qui a déterminé notre vote.

Aussi, nous considérons que si des avancées ont permis de limiter les reculs et les désengagements, l'absence de volonté politique claire pour permettre à la majorité d'exercer son mandat dans les meilleures conditions a des conséquences importantes et néfastes dans les orientations qu'elle prend aujourd'hui.

En conséquence, notre groupe s'abstiendra unanimement sur ce budget.

Seul le prononcé fait foi.